

Les Subsidés

Cette motion qui a été mise de l'avant par notre collègue d'Algoma (M. Foster), monsieur le Président, soulève plusieurs problèmes. Évidemment on a tout mis sur la «table». Il faut d'ailleurs en mettre beaucoup sur la «table» pour réussir à soulever des points qui puissent être négatifs et allant à l'encontre de notre gouvernement. Tous les . . .

M. Boudria: Ah mon Dieu!

M. Blais: Oui vous pouvez appeler «mon Dieu» mon collègue de Glengarry—Prescott—Russell. Effectivement.

Tous les honorables députés de cette Chambre reconnaissent volontiers, monsieur le Président, que la situation financière de plusieurs agriculteurs canadiens n'est pas très rose par les temps qui courent. On est prêt à le reconnaître. Ces difficultés financières sont de notoriété publique. Elles s'inscrivent dans une conjoncture qui s'est amorcée il y a de cela plusieurs années. Je pense qu'il est important de rassurer quand même nos amis et de leur rappeler les mesures concrètes qui ont été prises par notre gouvernement. Il y en a plusieurs qui ont été mises en place et d'autres vont être amorcées incessamment afin de corriger, autant que faire se peut, une situation qui est devenue difficile pour nos producteurs agricoles, voire dans certains cas intolérables.

En réponse à la motion de mon collègue libéral, monsieur le Président, je vais aborder plusieurs volets, d'abord l'endettement, les taux d'intérêt, la recherche, le *US Farm Bill* et en dernier lieu le prix des céréales.

Quant à l'endettement, monsieur le Président, j'aurais bien le goût de demander à mon collègue d'Algoma où il se trouvait lorsque le ministre de l'Agriculture et plusieurs de mes collègues, ainsi que moi-même, dans cette Chambre ici, un peu partout au Canada, avons multiplié les rencontres publiques, discuté franchement avec tous les groupes d'agriculteurs à travers le Canada. Encore, il y a à peine une semaine, notre premier ministre (M. Mulroney), avant de se rendre à Tokyo, a rencontré tous les leaders agricoles du Canada pour les consulter justement avant d'aller s'adresser aux grandes puissances du monde pour discuter et mettre à l'ordre du jour, à la demande même de notre premier ministre, la question agricole, la situation agricole.

Si le député avait pu participer lui-même ou travailler à rencontrer les producteurs canadiens, il serait peut-être mieux . . . il serait peut-être en meilleure situation pour comprendre les conséquences inacceptables qu'entraînerait une proposition comme la sienne.

Monsieur le Président, le système de décision judiciaire pour réviser les cas d'endettement ne réglerait pas le problème des producteurs agricoles. Nous préconisons plutôt, et cela je pense est clair, la mise en place de comités d'examen de la dette agricole. Ces comités, comme notre ministre l'a déjà mentionné, aideront les agriculteurs à restructurer leurs dettes et à faire des arrangements avec leurs créanciers.

● (1700)

Il faut d'ailleurs avoir un certain toupet pour parler ou oser essayer de donner des conseils dans le secteur du crédit agricole

après avoir imposé à nos agriculteurs canadiens des taux d'intérêt de 18 et 20 p. 100 pendant un certain nombre d'années, avoir tenu à la gorge, à leur merci pendant plusieurs années . . .

Grâce aux politiques économiques que nous avons mis en place, monsieur le Président, je pense que le taux d'intérêt a repris une allure beaucoup plus acceptable et que l'ensemble des producteurs canadiens ont été en mesure d'apprécier. Une telle approche, combinée à d'autres mesures qui ont été rendues publiques en février, me semble confirmer la volonté ferme et inébranlable de notre gouvernement de tout faire pour corriger une situation qui a été amorcée sous l'ancien gouvernement.

S'il est un secteur, monsieur le Président, où nous sommes intervenus rapidement et sur plusieurs plans à la fois par de nombreuses mesures c'est bien l'agriculture.

Nous n'avons pas à être gênés du travail qui a été effectué depuis 18 mois, loin de là. S'il y en a qui devraient l'être et ne pas devoir même oser se lever après avoir été immobiles pendant des années, ce sont bien les gens de l'opposition. Je comprends que mes collègues du Nouveau parti démocratique peuvent avoir soulevé plusieurs idées, à la fois nouvelles et novatrices à l'occasion. C'est beaucoup plus facile pour eux parce qu'ils savent qu'ils n'occuperont jamais les banquettes du pouvoir, qu'ils ne seront jamais là pour pouvoir mettre en place des politiques gouvernementales. Il y a souvent loin de la coupe aux lèvres et ce n'est pas toujours facile lorsqu'on est au gouvernement de devoir concilier une situation économique difficile dans laquelle l'Opposition officielle actuelle nous avait laissés et pouvoir trouver de l'argent pour aider nos agriculteurs en détresse.

Quant aux taux qui ont été consentis aux producteurs agricoles, dois-je rappeler que le ministre annonçait le 1^{er} avril une quatrième baisse, en 18 mois, sur le loyer des prêts consentis par la Société du crédit agricole à ses clients. Les taux ont alors atteint leur plus bas niveau depuis plus de sept ans; cela on n'en parlait pas, les gens de l'opposition n'en parlaient pas de cette baisse, et cette baisse qui se continue à chaque semaine. Les agriculteurs ont pu aussi profiter du même allègement de loyer exigible sur leurs prêts qui étaient consentis par les institutions financières autres que gouvernementales. Cela s'est fait sentir dans l'ensemble du pays, monsieur le Président.

Le gouvernement, par son ministre de l'Agriculture (M. Wise), a réitéré je ne sais plus combien de fois la ferme volonté de réduire le fardeau des agriculteurs. C'est ce que nous avons entrepris de faire, monsieur le Président, et je pense que c'est une voie sur laquelle nous nous sommes engagés, et je ne peux accepter d'entendre des commentaires ou des gens venir nous dire aujourd'hui qu'on n'a rien fait et qu'on ne fait simplement que prononcer des paroles et qu'on n'a pas posé de gestes. C'est absolument faux! Malgré une conjoncture économique difficile, nous avons réussi à introduire des mesures novatrices dans le secteur agricole, particulièrement dans le secteur du prêt agricole. On a été les premiers à le faire depuis des années.